Semaine mondiale pour la paix en Palestine et Israël



Enfants dans la vallée du Jourdain © Sean Hawkey/COE

La semaine mondiale pour la paix en Palestine et Israël, lancée à l'initiative du Conseil œcuménique des Églises (COE), se déroule du 16 au 23 septembre. Elle constitue, comme le souligne le pasteur Olav Fykse Tveit, Secrétaire général du COE, une manifestation de solidarité envers des peuples luttant désespérément contre une occupation illégale ainsi qu'un appel urgent en faveur de la justice et de la paix. Cette année, le thème en sera «Jeunes et enfants : susciter l'espoir, amener le changement». Ce sont les jeunes et les enfants qui ont le plus à souffrir des conflits et de l'occupation. Ce sont eux, également, qui devront prendre en main l'avenir de la Palestine et d'Israël.

Aujourd'hui, dans les territoires palestiniens, trop d'enfants grandissent dans la peur, la pauvreté et le désespoir du fait de plus de 50 années d'occupation. Trop de jeunes se voient privés d'accès à une éducation satisfaisante et ne parviennent pas à trouver un travail.

Les défis à relever par les jeunes et les enfants

Accès à l'école : En Palestine, les obstacles à l'éducation sont multiples. De nombreux enfants palestiniens vivant en Cisjordanie et à Jérusalem-Est sont victimes de graves harcèlements et difficultés sur leur route vers et depuis l'école, ainsi que dans les cours de récréation et les salles de classe. Les volontaires du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI) du Conseil œcuménique des Églises, en coopération avec l'UNICEF, ont été témoins de nombreuses attaques au cours des dernières années et ont indiqué que ces attaques étaient de plus en plus fréquentes. Parmi les obstacles se dressant sur la route des enfants on peut citer les attentes interminables aux checkpoints, la présence militaire, les attaques des colons, les routes périlleuses, les zones militaires bouclées, les ordres de démolition et les affrontements violents. Alors que la situation sécuritaire dans de nombreuses régions de Palestine ne cesse de se détériorer, la protection des écoles, des élèves et de leur droit à l'éducation doit être respectée et constituer une priorité.

Arrestation et détention d'enfants : Chaque année, de 500 à 7001 enfants palestiniens sont arrêtés, détenus, et poursuivis devant les tribunaux militaires israéliens. En vertu des ordonnances militaires, les mineurs peuvent être arrêtés dès l'âge de 12 ans ; la plupart le sont pour avoir jeté des pierres, ce qui est considéré comme une « atteinte à la sûreté de l'État ». Bon nombre de ces enfants sont arrêtés lors de raids nocturnes perpétrés par des soldats lourdement armés, puis détenus dans l'attente de leur comparution devant les tribunaux militaires. Bien que les ordonnances militaires leur donnent droit à un avocat, rares sont les enfants qui s'en voient assigner un.

Accès à l'emploi : Selon plusieurs études sur le marché de l'emploi et les politiques de l'emploi en Palestine réalisées par la Fondation européenne pour la formation, l'une des principales caractéristiques du marché de l'emploi en Palestine est la présence d'une population très jeune en Cisjordanie et dans la bande de Gaza de pair avec un faible taux d'activité. Un enjeu majeur est l'incapacité du marché de l'emploi à absorber les nouveaux entrants du fait du manque d'investissements et du risque politique élevé. Les restrictions à la circulation qui limitent l'accès aux importations et aux marchés internationaux ont contribué au faible taux d'emploi dans les secteurs de biens commercialisables. Le taux de chômage chez les jeunes entre 15 et 24 ans est très élevé en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, surtout dans cette dernière. Les taux de chômage moyens sont respectivement de 38,8 % et de 52 %.

Peur et traumatisme : La situation continue de violence et de conflit en Palestine et Israël a des conséquences dévastatrices sur les enfants. À cause de cette situation, ceux-ci souffrent de plus en plus de cauchemars et montrent de plus en plus de signes de détérioration psychologique. Les directeurs de vingt écoles de Gaza ont été interrogés par le Conseil norvégien pour les réfugiés en mai 2018 et font état d'une augmentation des symptômes de stress post-traumatiques chez les enfants, notamment la peur, l'angoisse, le stress et les cauchemars. Les directeurs d'école attribuent le niveau élevé de stress post-traumatique et le manque de concentration à l'école à la violence de la réponse apportée par les militaires israéliens aux récentes manifestations. Les directeurs estiment que leur principal besoin actuel est l'apport d'un soutien psychologique renforcé dans les écoles.

Espoirs et perspectives pour les

jeunes artisans de paix

Les jeunes et les enfants voient leur vie actuelle et leur avenir façonnés par le conflit israélo-palestinien. Certains d'entre eux sont séparés de leur famille, ou orphelins, ou forcés de travailler malgré leur jeune âge, ou responsables de leur foyer familial (à la place du père tué ou emprisonné), ou encore détenus… Mais la situation peut changer et les jeunes eux-mêmes peuvent façonner leur avenir, changer le statut du conflit et consolider la paix. Ils peuvent choisir de suivre une autre voie, un autre chemin, menant à une communauté humaine juste pour tous.

Le Conseil œcuménique des Églises invite ses Églises membres, les organisations d'inspiration religieuse et les organisations de la société civile du monde entier à s'unir pour une semaine de prière pour une paix juste pour toutes et tous en Palestine et Israël. Les paroisses et les personnes qui, aux quatre coins du monde, partagent l'espérance de la justice se réuniront pendant cette semaine pour mener ensemble des actions pacifiques qui rendront un témoignage public commun d'envergure internationale.

La Ceeefe en AG dans les locaux du Défap



Photo des participants de l'AG de la Ceeefe prise dans le jardin du Défap © Ceeefe

Une quarantaine de délégués des Églises membres ont pu partager leurs soucis, leurs joies et les perspectives d'avenir pour les communautés dans 16 pays du monde : recherche de pasteur ici ou là, maintien équilibré des diversités culturelles et spirituelles, mais aussi donner un témoignage positif dans la société : accueillir des migrants, proposer des services d'entraide ; comment maintenir aussi l'usage de la langue française… enfin garder des relations entre les Églises et avec le protestantisme français.

Une rencontre fraternelle et stimulante qui a aussi vécu un temps d'animation biblique avec le pasteur Hans Lung, qui a accueilli aussi la présidente du Conseil national de l'Epudf, la pasteure Emmanuelle Seyboldt ainsi que le président de la Fédération Protestante de France, le pasteur François Clavairoly. Les participants de l'AG ont chanté, prié, écouté la Parole sous la conduite dynamique et joyeuse du pasteur Fidèle Muschidi (Francfort).

La Communauté d'Églises protestantes francophones favorise les contacts avec des Églises locales sur divers continents, lors de voyages professionnels ou touristiques. Elle aide aussi,

dans la mesure de ses modestes moyens, à la formation des pasteurs et des responsables, et participe à la réalisation concrète de projets locaux à dimension diaconale.

Les Églises de la CEEEFE sont en lien avec la Fédération protestante de France, avec le Service protestant de Mission, la Cevaa, l'Action des chrétiens en Orient. Toutes les infos sur http://eglises-protestantes-francophones.org/

Retrouvez ci-dessous une sélection d'images de cette Assemblée Générale de la Ceeefe :

L'Institut Al Mowafaqa recrute

L'institut œcuménique de Théologie Al Mowafaqa (Rabat) recrute un

Chef de projet événementiel et animation scientifique



Vue de l'Institut Al Mowafaqa © Institut Al Mowafaqa

Situé à Rabat, l'Institut œcuménique de Théologie Al Mowafaqa (« l'accord ») est un lieu de formation, de réflexion et de promotion du dialogue interculturel et interreligieux. Créé en 2012, à l'initiative des Églises catholique et protestante au Maroc, il forme des étudiants d'une vingtaine de pays différents, principalement du continent africain. Les cours de théologie et sciences religieuses sont assurés par un réseau de 80 professeurs-visiteurs venus d'Afrique et d'Europe, auxquels s'ajoutent pour le domaine de l'islam, des universitaires marocains. L'Institut bénéficie d'une convention de coopération internationale avec la Faculté de théologie protestante de l'Université de Strasbourg et avec la Faculté de Théologie et de Sciences Religieuses / Theologicum de l'Institut catholique de Paris. L'Institut accueille annuellement une centaine d'étudiants et dispose aussi d'une bibliothèque spécialisée.

Cahier des charges :

Sous l’autorité du directeur et en collaboration avec l’équipe pédagogique, le chef de projet :

* conçoit et/ou supervise les séjours thématiques et d’immersion culturelle / religieuse pour des groupes

* organise le cycle annuel des conférences, les séminaires d’islamologie, les colloques et journées d’étude.

* assure le suivi et le développement des partenariats locaux et internationaux

* participe à la communication et la recherche de financement pour les programmes

* accompagne la mise en place et le développement d’une revue scientifique et des publications

Profil :

* homme ou femme, 25-45 ans.

* master ou doctorat (islamologie, dialogue interreligieux, sciences sociales, études africaines, etc.)

* sens pratique et expérience – 3 ans minimum – dans l’organisation de conférences, colloques, séminaires (y compris logistique, relation avec intervenants, budget, etc.).

* bon relationnel et facilités de communication vers des publics variés (universitaires, autorités, public cultivé) ; aptitudes à l’animation et l’accompagnement de groupes.

* capacité à produire un travail précis et de qualité dans des délais courts et une supervision limitée.

* compétences informatiques (suite Word, Excel, Powerpoint)

* excellente maîtrise de la langue française et bonne aptitude à communiquer en anglais – écrit et oral.

(la connaissance de l'arabe sera appréciée).

* expérience interculturelle souhaitée (si possible en lien avec l'Afrique)

* bonne connaissance des Eglises protestantes et catholique et intérêt pour l'œcuménisme et le dialogue interreligieux.

Durée : 3 ans (renouvelable).

Résidence : Rabat

Prise de fonction : octobre 2018

Les candidatures (CV et lettre de motivation) sont à adresser au plus tard le 3 septembre 2018.

Pour tous renseignements et candidature : recrutement@almowafaqa.com

---

Chloé, envoyée au Bénin : «On apprend aux autres, et on apprend des autres»



Salle de classe au Bénin © Chloé Waline

Comment s’est passée votre intégration au Bénin ?



Chloé Waline au Défap © Défap

Chloé Waline : J’ai été extrêmement bien accueillie par l’ensemble des enseignants, et par toutes les personnes que

j’ai pu croiser, les parents d’élèves, les enfants… Ensuite, il y a eu des défis, bien sûr : le nombre d’élèves, par exemple. Là où j’étais, il y avait douze classes en primaire, avec une moyenne de 35 à 40 enfants par classe. J’ai dû endosser le fait d’être utile partout et pour tous, et de travailler avec tout le monde. J’avais le sentiment que tous les collègues voulaient travailler avec moi, que tous les enfants voulaient que j’intervienne dans leur classe ; il a fallu gérer le temps et que j’apprenne à me partager. Du coup, j’ai dû adapter ma manière de voir les choses : j’envisageais au début que je pourrais faire surtout du soutien aux élèves en difficulté, notamment en lecture. Puis j’ai réalisé que si je m’engageais dans cette voie, les autres enfants pourraient être lésés…

Comment s’est déroulée votre mission d’assistante d’éducation ?

Chloé Waline : J’ai commencé par faire de l’observation dans les classes, pour comprendre le fonctionnement de l’école et voir les différences entre les systèmes pédagogiques français et béninois. Après quoi j’ai soumis un projet d’emploi du temps aux deux directeurs de l’établissement où je travaillais : j’avais prévu des créneaux horaires pour toutes les classes, avec en plus des créneaux que j’avais intitulés «Projets». Je comptais les consacrer à des travaux plus consistants, que je ne pourrais pas mener avec toutes les classes : par exemple, avec une classe de CE1, j’ai lancé une correspondance avec une classe équivalente en France. J’ai aussi lancé un projet autour du programme de CM1, axé sur le patrimoine. Nous avons donc réalisé en classe de petites présentations en vidéo sur le patrimoine béninois, que nous avons envoyées à des classes françaises. Les élèves français nous ont répondu… mais sous forme de texte, du fait des restrictions légales en France autour des images filmées des enfants. En-dehors de ces

créneaux «Projets», j’avais une autre partie de mon emploi du temps consacrée à de la lecture renforcée, pour les élèves en difficulté.

J’intervenais dans des classes très différentes. Il m’est aussi arrivé de remplacer des collègues absents. Chaque jour était différent, j’avais des relations différentes avec chacun de mes collègues, certains me sollicitaient beaucoup et d’autres moins ; et c’était très intéressant pour moi de trouver comment m’adapter au style de chacun. Je pouvais passer d’un groupe d’enfants de 4 ans à des élèves de 10 ans… Il fallait réussir à gérer la diversité.

Que retenez-vous de cette première expérience d’enseignement à l’étranger ?



L’équipe de l’école © Chloé Waline

Chloé Waline : C’est dense, tout ce que l’on retient dans ces circonstances… J’ai retrouvé au Bénin tout ce qui m’avait motivée à m’engager dans ce métier : apprendre aux autres, et apprendre des autres. J’ai appris des choses aux enfants, mais eux aussi m’en ont appris… Ensuite, travailler avec beaucoup d’enfants, ça amène nécessairement à adopter une pédagogie différente. Et on met plus de temps à bien percevoir la personnalité de chaque élève. Mais on finit toujours par retrouver ses habitudes de classe. Au bout du compte, même si les contextes français et béninois sont très différents (par exemple, aujourd’hui dans notre pays, on essaie beaucoup plus de placer l’enfant au centre et de travailler sur les

pédagogies nouvelles), il y a quand même des choses que j'aimerais reprendre quand j'aurai à enseigner en France. Par exemple : le fait de chanter entre chaque activité. Je trouve que ça rythme bien la journée, ça fait travailler les capacités de mémorisation des élèves ; chaque chant appris est vraiment utilisé régulièrement. Mais en attendant d'enseigner en France, je vais rester une année de plus au Bénin. J'ai pris contact avec deux écoles différentes, pour voir ce qu'elles peuvent me proposer.

Et de quelle manière pensez-vous encore pouvoir valoriser cette expérience, lorsque vous vous vous retrouverez devant une classe en France ?



Chloé Waline en compagnie de collègues béninoises © Chloé Waline

Chloé Waline : En premier lieu, ça va m'aider à relativiser tout ce qui concerne les conditions de travail – par exemple au sujet des effectifs dans les classes. Ensuite, il faut bien reconnaître que les enfants ont une éducation, et donc des comportements très différents. J'ai pu le voir de manière

flagrante avec le cas d'un élève dont le père revenait de France. Il débordait d'imagination – ce qui n'est pas forcément ce qui est le plus valorisé dans le système scolaire béninois ; mais il avait aussi tendance à parler sans lever le doigt, et tous les autres, quand il faisait cela, fixaient les yeux sur lui…

Un autre aspect qui sera intéressant pour moi par la suite, c'est que j'ai eu l'occasion de travailler avec des classes de tous les âges entre 4 et 11 ans. C'est quelque chose de très utile pour un début de carrière d'enseignante. Sur un plan plus personnel, j'ai été frappée de voir à quel point on peut vite se sentir chez soi, tout en étant loin de chez soi. Avec quelle rapidité on prend des habitudes… Le fait d'être dans un contexte francophone a sans doute beaucoup aidé. Tout comme le fait que le Bénin est un pays stable : à aucun moment je ne me suis sentie en insécurité.

La réciprocité dans la Mission : un pasteur togolais à Genève



Espoir Adadzi est appelé à construire des liens entre les communautés de la Cevaa et les Églises de la Suisse romande © Alain Grosclaude pour le mensuel «Réformés»

Le premier lieu qu'Espoir Adadzi (45 ans) a visité à son arrivée à Genève fut… le centre commercial de Balexert. La faute à des températures de saison qui l'attendaient en ce mercredi 6 décembre 2017, c'est-à-dire une vingtaine de degrés de moins que dans son Togo natal. Un «baptême du froid» qu'il a heureusement bien vite surmonté.

Né dans un petit village de la Région des Plateaux, au sud du pays, d'un père presbytérien et d'une mère catholique, Espoir Adadzi a commencé très jeune son éducation religieuse, lors des cultes d'enfants et en participant à la chorale. Il a ensuite rejoint un collège protestant : «J'ai eu très tôt le goût des choses religieuses. Tout ce qui concernait l'Église retenait mon attention. Elle a ensuite été un refuge après la séparation de mes parents. Tout ce que je vivais de difficile a été transposé positivement en amour pour le Seigneur.»

Sa formation

À 18 ans, Espoir Adadzi est devenu diacre volontaire. À chaque vacances il participait à des missions d'évangélisation. Deux ans plus tard, il a repris ses études, «persécuté» par son père qui le trouve trop intelligent pour y mettre un terme avant d'avoir son bac. «Lorsque je l'ai réussi en candidat libre, il m'a enfin laissé embrasser ma vocation», précise celui qui se formera par la suite pour devenir diacre, catéchiste puis pasteur après une licence puis une maîtrise à la Faculté de théologie de Porto-Novo, au Bénin.

Ouverture d'esprit

De retour au Togo, il a servi en tant que pasteur, responsable de district puis chargé de la «Division jeunesse» et enfin secrétaire administratif de l'Église après être sorti diplômé de l'École nationale d'administration de Lomé. L'équivalent d'un bac +6 qui donne raison à son père qui le poussait à faire des études !

Sa participation à des rassemblements africains organisés par la Cevaa, une Communauté d'Églises protestantes en mission, par la Communauté de Taizé, et par le club de jeunes théologiens de la Conférence des Églises de toute l'Afrique lui a «ouvert l'esprit sur des sujets comme l'avenir du protestantisme et certains débats théologiques et ecclésiologiques».

Son envie de créer des liens entre les communautés le pousse à postuler pour une mission de deux ans – portée financièrement par la Cevaa – à l'Église protestante de Genève (80%) et à la Conférence des Églises romandes (20%) sous la direction de DM-échange et mission. Son contrat peut être renouvelé à deux reprises. «J'apporte mon dynamisme à ce ministère où je m'épanouis. Je suis régulièrement sollicité par des collègues pour témoigner de comment la foi se vit en Afrique. Je partage

volontiers les pratiques que nous avons. Les gens viennent souvent me poser des questions après les cultes. L'amour que je porte aux aînés, partie intégrante de mon éducation, fait que j'aime notamment les visites en EMS», explique Espoir Adadzi. C'est d'ailleurs les résidents des maisons de retraite qui l'ont aidé à comprendre rapidement la Suisse en lui racontant leur vie et leurs expériences.

Sujets d'étonnement

Si le Togolais a vécu un vrai choc thermique à son arrivée à Genève, d'autres sujets d'étonnement ont suivi : «L'absence de jeunes dans l'Église a été une réelle surprise même si en Afrique on parle d'Églises d'aînés en Europe». Pour lui qui avait débarqué à Cointrin avec son col pastoral autour du cou, la laïcité à la genevoise a été une autre source de stupéfaction : «Au Togo, l'Église et la chose religieuse sont incluses partout ! Les gens prêchent à la radio et l'État demande des cultes auxquels le président de la République participe. En ville, les prêtres portent le col pastoral librement.» Six mois après son arrivée, Espoir Adadzi se réjouit d'exercer prochainement son ministère dans une Région, afin d'expérimenter concrètement ses propositions.

Anne Buloz

Réformés *est un journal indépendant financé par les Églises réformées suisses des cantons de Vaud, Neuchâtel, Genève, Berne et Jura. Soucieux des particularités régionales romandes, ce mensuel présente un regard protestant ouvert aux enjeux contemporains. Fidèle à l'Évangile, il s'adresse à la part spirituelle de tout être humain. Sa déclinaison web,* ***Réformés.ch****, ne se contente pas de diffuser en ligne le contenu du mensuel : c'est un média qui se décline sous la forme d'un site internet d'actualité. Conçu par Medias-pro, il publie du contenu produit par les différents médias protestants de Suisse romande.*

Quel avenir pour la Mission ? Regard d’un missiologue



Image de la conférence de Jean-François Zorn au soir du 8 juin 2018, en ouverture du Synode missionnaire de DM-échange et mission © DM-échange et mission

À l’heure actuelle, DM-échange et mission a pour activité principale l’envoi de personnes au service d’Églises et de partenaires du Sud. Plusieurs types de séjours et d’engagements sont proposés, des séjours de découverte et de sensibilisation aux mandats professionnels : services civils ou engagements à plus long terme, jusqu’à plusieurs années. Le département missionnaire des Églises protestantes de Suisse romande soutient également des projets de formation, de santé et de développement en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Ce qui représente vingt postes d’envoyés pour soixante projets soutenus dans treize pays. Toutes ces activités étant financées principalement par des dons privés,

ainsi que par des contributions des Églises protestantes du pays, de Pain pour le prochain ou des organismes publics suisses (DDC, DFAE, Cinfo, communes). Mais DM-échange et mission n'échappe pas à la baisse des ressources qui concerne aujourd'hui largement les Églises de Suisse, et s'est engagé dans une réflexion de fond sur ses orientations, son fonctionnement et ses priorités : elle devrait déboucher sur plusieurs scénarios d'avenir possibles, qui seront soumis au vote des délégués lors du Synode missionnaire de novembre 2018.

C'est dans le contexte de ce vaste chantier que s'est tenu le Synode missionnaire du 9 juin 2018, au cours duquel les débats sur l'avenir de la mission ont été notamment alimentés par une conférence de Jean-François Zorn sur le thème : «La mission de partout vers partout : les temps sont-ils mûrs ?», dont vous pouvez retrouver **un résumé**, ainsi que **le texte intégral**, sur le **site de la Cevaa**. Au cours de cette intervention, Jean-François Zorn, historien et missiologue, ancien Secrétaire Général du Défap-Service protestant français de mission, est revenu sur les mutations du mouvement missionnaire depuis un demi-siècle. DM-échange et mission est né en 1963 ; la Cevaa et le Défap ont été créés en 1971 à partir d'un ancêtre commun, la SMEP (Société des Missions Évangéliques de Paris). Une période alors marquée par de grands bouleversements à l'échelle internationale, et notamment par le contexte de la décolonisation, qui a profondément influé sur l'identité et les objectifs de ces nouveaux organismes missionnaires.

«Des éléments à prendre en compte dans les discussions»

Or ce contexte a beaucoup évolué : les Églises du Sud sont devenues responsables de leur propre témoignage, et les Églises du Nord, longtemps engagées dans la mission au Sud, redécouvrent l'urgence de la mission dans leur propre pays.

D’où ces interrogations portées par le conférencier : sommes-nous arrivés au temps de la réciprocité dans le témoignage chrétien ? Des deux côtés se cachent des difficultés et des espoirs, qu’il convient de repérer pour bien comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Toutes ces questions – signe de leur grande actualité – trouvaient un écho dans la présentation du rapport d’activité 2017 de DM-échange et mission par son Directeur, Nicolas Monnier : «Dans nos partenariats, nous apportons notre expertise et notre soutien financier, soit. Mais plus le temps passe et les contextes évoluent, plus nous réalisons que nos Églises en Suisse auront besoin du témoignage de frères et sœurs touchés par la grâce dans tous les Nazareth du monde. C’est là notre intercession : que l’Esprit du Christ vivant nous prédispose à l’écoute de nos frères et sœurs aujourd’hui témoins jusqu’aux extrémités de la terre.»

Pour Laurent Venezia, qui fait partie du Colloque de direction de DM, cette conférence a permis d’apporter «des éléments à prendre en compte dans les discussions» sur l’avenir du département missionnaire des Églises de Suisse romande. Il s’est félicité de cet apport du «regard de l’historien sur la mise en place des structures missionnaires dans les années 60-70», une période marquée par «la volonté de faire évoluer la mission, avec les notions d’action apostolique, de communauté de travail et d’intérêts. Aujourd’hui, la mission a de nouveau changé, on se retrouve encore à un tournant ; le poids et le rôle des Églises ayant changé à la fois dans le Sud et dans le Nord, des questions qui se posaient il y a une cinquantaine d’années se posent une nouvelle fois aujourd’hui, mais avec des paradigmes complètement différents.» Ce qui questionne à la fois la relation de DM avec les Églises de Suisse, et son rôle dans l’articulation de la mission «là-bas» et «ici».

La Mission, chantier en cours



Vue du chantier du temple de Djibouti, un projet aujourd'hui achevé, porté de longues années par le Défap © Défap

Le synode missionnaire de DM-échange et mission, l'homologue suisse du Défap, qui s'est tenu le 9 juin à Sornetan, est révélateur des transformations et des interrogations qui travaillent le monde de la Mission. Derrière le renouvellement des instances et l'approbation des comptes, cette réunion, équivalent d'une assemblée générale, a été placée sous le signe d'une profonde réflexion sur l'avenir du département missionnaire des Églises protestantes de Suisse romande. DM-échange et mission a lancé depuis des mois un grand chantier de redéfinition de ses objectifs et de ses priorités. Travail dont les premiers résultats devaient alimenter les débats lors du synode missionnaire de juin ; mais comme l'avait annoncé

Étienne Roulet, président de DM, peu avant la date du rendez-vous, l'ampleur de la tâche nécessite plus de temps de réflexion. C'est en novembre que seront présentés les divers scénarios envisagés d'évolution de DM-échange et mission. En ce sens, ce 116ème Synode missionnaire aura été, comme l'a noté Laurent Venezia, qui fait partie du Colloque de direction, «un synode de transition».

Les interrogations sont, notamment, d'ordre financier, dans un contexte de restrictions budgétaires qui touche largement les Églises de Suisse, mais avec des implications qui interrogent plus largement le fonctionnement d'un service missionnaire. Comme le souligne Laurent Venezia en se félicitant de «la confiance apportée au travail du Conseil et du Secrétariat», les comptes et le rapport d'activité ont été adoptés à l'unanimité. Le synode missionnaire de Sornetan a d'ailleurs permis de présenter le premier exercice à l'équilibre depuis 7 ans. Mais cet équilibre a été obtenu en partie grâce à des placements financiers, et grâce à une forte diminution des dépenses, parallèle à la diminution des recettes. Derrière l'unanimité du vote, les réflexions sur les pistes à envisager pour le département missionnaire des Églises de Suisse romande étaient bien là, alimentées par une conférence de l'historien et missiologue Jean-François Zorn, ancien secrétaire général du Défap, sur le thème : «La mission de partout vers partout : les temps sont-ils mûrs ?».

Rencontres et réflexion en équipe

Avant DM-échange et mission, d'autres organismes missionnaires ont ainsi été amenés à s'interroger profondément sur leur fonctionnement et leurs objectifs. La Mission s'est construite dans des contextes historiques donnés, à travers des destins individuels et des institutions, a permis de nouer des liens entre Églises par-delà les frontières… DM-échange et mission est né en 1963 ; la Cevaa et le Défap ont été créés en 1971 à partir d'un ancêtre commun, la SMEP (Société des Missions

Évangéliques de Paris). Une période alors marquée par de grands bouleversements à l'échelle internationale, et notamment par le contexte de la décolonisation, qui a profondément influé sur l'identité et les objectifs de ces nouveaux organismes missionnaires. Or ce contexte a beaucoup évolué. Dans un monde devenu de plus en plus mouvant, plus mobile, où l'apparente dilution des frontières masque mal l'émergence de nouvelles lignes de fracture, quelles formes la Mission doit-elle prendre ?

Au Défap, le chantier est lancé depuis de nombreux mois. Certaines étapes sont bien visibles et identifiables : ainsi, au cours du mois de mars 2018, le président du Service protestant de mission appelait lors de son message d'ouverture de l'Assemblée générale à une «refondation». D'autres sont plus discrètes, comme les rencontres entre organismes missionnaires : au début du mois de mai a ainsi eu lieu à Sète une rencontre entre les Secrétariats de la Cevaa – Communauté d'Églises en Mission, du Défap, et de DM-échange et mission. Deux mois auparavant, c'est à Strasbourg et à l'initiative de l'UEPAL (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine), que s'était déroulée une autre rencontre à laquelle participait le Défap avec quatre organismes missionnaires : la mission de Hermannsburg, Mission 21, la Société luthérienne de mission, l'Action Chrétienne en Orient. Son thème : «Mission, aide au développement, solidarité internationale… le cœur de métier des œuvres et comment l'appeler aujourd'hui». Au cours des mois écoulés, le Défap a également eu l'occasion de recevoir des représentants de la mission norvégienne. Moins visible encore, mais fondamental, est le travail de réflexion qui se déroule depuis des mois au Défap, et auquel tous les permanents de l'équipe sont associés. Organisation du travail, synergies entre les services, articulation entre la Mission au près et la Mission au loin : tous les thèmes sont abordés.

Un marathon de Nouveau Testament à l'Université Protestante au Congo



Christine Prieto en compagnie des étudiants de l'UPC © Christine Prieto pour Défap

Avec ses 9000 étudiants, dont 300 en théologie, l'Université Protestante au Congo (UPC) représente tout simplement le plus grand campus protestant francophone au monde. Établie en plein cœur de Kinshasa, capitale de plus de 14 millions d'habitants à l'Ouest de la République Démocratique du Congo, elle se

situe dans le quartier de la Cathédrale du Centenaire, l'un des plus impressionnants bâtiments religieux protestants du continent. C'est là que s'est rendue, au cours du mois d'avril 2018, Christine Prieto.

Christine Prieto fait partie des intervenants régulièrement sollicités par le Défap pour assurer des missions courtes d'enseignement dans des centres de formation théologique en Afrique. Membre de l'Église protestante unie de France, elle a été formée à la fois à Paris et à Lausanne ; elle est docteur en théologie, bibliste et chargée de cours à l'Institut Protestant de Théologie (faculté de Paris). Au cours de son séjour de deux semaines en République Démocratique du Congo, elle a été amenée à assurer une série de cours de Nouveau Testament à l'UPC. Un séjour qu'elle décrit comme «dense», et dont l'organisation n'a pas été simplifiée par les tensions politiques actuelles que connaît le pays ; mais, précisément pour ce fait, sa présence a été accueillie avec d'autant plus de reconnaissance à la fois par les étudiants et par les enseignants.

Un ancien boursier du Défap fait le relais

Il s'agissait de remplacer au pied levé un professeur de Nouveau Testament brutalement décédé au cours de l'hiver. N'ayant pu trouver les compétences requises en pleine année universitaire, l'UPC a lancé des appels – et le lien avec le Service protestant de mission s'est fait via Sébastien Kalombo Kapuku, qui dirige le département de Systématique à l'Université Protestante au Congo, mais qui est aussi un ancien boursier du Défap. L'idée était de faire une session de rattrapage sur un temps court. «Il a fallu trouver comment caser un programme de 90 heures en deux semaines, souligne Christine Prieto ; j'assurais 4 heures de cours le matin et 2 l'après-midi. Et tout cela, six jours par semaine. C'était

assez intensif.» Au menu : deux cours complets, l'un, d'une soixantaine d'heures, consacré aux épîtres non pauliniennes, et destiné aux étudiants de licence 1 (équivalent en France du Mastère 1) ; et un deuxième cours d'une trentaine d'heures, destiné aux Mastère 1 et 2, consacré au livre d'Apocalypse. Avec, en outre, une découverte mutuelle salutaire, comme le note Christine Prieto : «J'ai été assez étonnée de voir qu'à l'UPC, les enseignants ont toujours travaillé selon la méthode de la critique historique, mais qu'ils ne faisaient pas d'analyse narrative ; j'ai donc particulièrement mis l'accent dessus. Pour les étudiants, c'était une nouveauté, ils ont beaucoup apprécié. Ils étaient très attentifs, ils avaient plein de questions à poser… Du coup, le doyen de la Faculté m'a suggéré de revenir l'année prochaine, même si l'UPC réussit à trouver un nouveau professeur d'ici là.»



Vue du campus de l'UPC © Christine Prieto pour Défap

L'UPC fait partie des cinq universités protestantes avec lesquelles le Défap est en lien en RDC. Il y a encore l'Université Évangélique en Afrique – UEA (à Bukavu); les deux sites de l'Université Libre des Pays des Grands Lacs – ULPGL (à Goma et à Bukavu); et l'Université Presbytérienne du Congo – UPRECO (à Kananga). Toutes sont membres du RUPA (le Réseau

des Universités Protestantes d'Afrique), garant d'un bon niveau académique, et toutes disposent d'une faculté de théologie. Dans un pays aussi vaste que la RDC et où le fait religieux est aussi prégnant, ces universités présentent des promotions impressionnantes : car derrière l'UPC, l'UEA revendique tout de même 3225 étudiants pour dont 686 en théologie ; et encore 3000 étudiants pour l'ULPGL à Goma, dont 380 en théologie… Au sein de ces facultés se rencontrent des élèves issus de communautés ecclésiales différentes, entretenant ainsi le dialogue œcuménique. Parmi leurs responsables figurent souvent d'anciens boursiers du Défap. Les relations avec la France se concrétisent aussi à travers des échanges de professeurs. En outre, le Défap reçoit des étudiants boursiers et des professeurs en congé de recherche.

Dans le cadre de ces relations, Christine Prieto avait déjà eu l'occasion de se rendre à l'UPRECO, au cœur d'une province enclavée et oubliée par le pouvoir central, au centre de la République démocratique du Congo. Sa présence à Kinshasa en ce mois d'avril 2018 marquait un renouveau des relations du Défap avec la RDC et tout particulièrement avec l'Église du Christ au Congo (ECC). À la fois Église et fédération, l'ECC rassemble 95 communautés ecclésiales différentes (on préférera parler de «communautés» plutôt que «d'Églises» au sein de l'ECC), dont 70 sont présentes dans la seule ville de Kinshasa. Son président actuel, le pasteur Bokundoa, élu en août 2017, a décidé de rompre avec une attitude de trop grande proximité avec un pouvoir autoritaire, caractéristique jusqu'alors de l'EEC ; ce qui a valu dès lors à l'ECC des tensions croissantes avec le régime de Joseph Kabila, à l'instar de diverses autres Églises déjà soumises à forte pression, mais aussi des marques appuyées de soutien de la part du protestantisme français.

Quels engagements pour les volontaires du Défap ?



Travaux de groupes sur les dispositifs d'envoi des volontaires internationaux © Défap

Mardi 10 juillet, 9h30 : la session de formation des futurs envoyés en est à son deuxième jour. Divisés en quatre groupes, certains dans la chapelle, d'autres répartis en divers lieux du 102 boulevard Arago comme le Salon rouge ou le jardin, les participants travaillent sur plusieurs textes encadrant les envois de volontaires – textes dont le Défap est signataire. Pour les uns, c'est la charte «VIES» de France Volontaires (la «Charte des volontariats internationaux d'échange et de solidarité»). Elle a été lancée lors du Salon des Solidarités, en juin 2014, par Annick Girardin, Secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie. Pour un autre groupe, c'est un exemplaire de la «Charte des associations de volontariat de solidarité internationale», un texte de 2009. Il est demandé à tous les participants, dans un premier temps, de repérer des mots clés, révélateurs de l'esprit de chaque charte. De manière à confronter ensuite les travaux des divers

groupes pour permettre aux futurs envoyés du Défap de trouver les valeurs qui les réunissent.

Les discussions s'engagent peu à peu au sein des groupes. On débat sur les expressions les plus significatives. Faut-il mettre en exergue le «rapprochement entre les peuples», les «relations solidaires», la «réciprocité des échanges», le «lien social», le «projet collectif» ? Au bout de trois quarts d'heure, tout le monde est de retour dans la chapelle ; commence alors le travail en commun de rédaction de ce qui deviendra la «Charte de la formation au départ 2018». Un rétroprojecteur, relié à un ordinateur, projette sur un grand écran une page blanche de traitement de texte, où vont venir s'inscrire en direct les commentaires des participants.

«Le but est de savoir ce qui vous a réunis au Défap»

«Vous êtes tous arrivés au Défap par des parcours différents, souligne Laura Casorio, du service Relations et Solidarités Internationales du Défap, qui anime cette partie de la session de formation. Vous allez ensuite partir sur des missions différentes, et vous aurez chacun à construire votre propre parcours. Mais vous êtes tous ici aujourd'hui ; le but est de savoir ce qui vous a réunis au Défap, pour tenter de le formaliser dans un texte commun. Et comme pour toute charte, il nous faut un préambule. Qui peut me donner une déclaration introductive ?»

Les concepts fusent : on parle d'engagement, de solidarité, de liberté, de laïcité, de réciprocité, de respect de l'environnement et de la culture du pays d'accueil, de développement durable dans le respect des objectifs de l'Onu ; on évoque la nécessité de missions conçues dans la durée, qui permettent l'autonomisation de la population, qui renforcent la société civile… Avec de nouveaux questionnements qui se

font jour. La mention du concept de laïcité exclut-elle toute référence au religieux ? De même que le terme de «société civile» ? À ce point de la discussion, Jean-Luc Blanc, qui s'est associé aux travaux de l'un des groupes, prend la parole. Pasteur et actuellement secrétaire général du Défap, il était auparavant responsable du service Relations et Solidarités internationales. «Quand on parle dans le monde des ONG de renforcer la société civile, remarque-t-il, il s'agit de renforcer tout ce qui relève du pouvoir des citoyens, à l'exclusion du politique. Ce qui inclut aussi les Églises. Il s'agit d'éviter que la société n'existe pas seulement dans la soumission au politique…»



Travaux de groupes sur les dispositifs d'envoi des volontaires internationaux © Défap

D'autres concepts se rajoutent au gré des échanges : on évoque le droit de parole du volontaire, la nécessité de respecter la relation d'Église à Église sans chercher à imposer une vision particulière… Mais les débats vont déborder de l'horaire prévu. Ayant rédigé en direct une première version, Laura Casorio montre le texte qui s'affiche à l'écran : «Je vais l'imprimer et l'afficher, avec une feuille à côté pour y inscrire des remarques. Vous pourrez noter en rouge ce que

vous voudriez supprimer, en vert écrire des choses que vous voudriez ajouter. C’est un texte qui va évoluer jusqu’à son adoption par tous les futurs volontaires de cette session, mercredi prochain.» La séance est levée, mais les débats continuent.

Suivez la formation des envoyés, en direct et en images

Beaucoup de choses se nouent à la fois lors d’une session de formation des envoyés du Défap. Sur le plan personnel, car c’est pour chacun un moment crucial de maturation de ses motivations, et de première approche de ce qui constituera son cadre de vie et de travail pour plusieurs mois ou plusieurs années. Sur le plan des échanges, car c’est un temps privilégié de rencontres entre futurs envoyés, avant qu’ils ne partent tous dans divers pays, sur le lieu de leur mission. Sur le plan des relations avec le Défap, enfin : la session de formation, c’est en quelque sorte la dernière phase du recrutement des envoyés.

C’est donc un moment dense. Riche en termes de contenu : témoignages d’anciens envoyés, ateliers, interventions de permanents du Défap et de consultants extérieurs sur des thématiques allant des questions de sécurité ou de santé aux relations internationales (inégalités Nord/Sud, images de la France à l’étranger) en passant par les relations interreligieuses… Un moment qui cristallise sur deux semaines l’activité de toute une année du Défap.

Ci-dessous, retrouvez les images de cette formation 2018 :

Formation des envoyés : à l’heure des premiers contacts



Ouverture de la session 2018 de la formation des envoyés du Défap : premiers échanges dans le jardin… © Défap

Ils s’appellent Paul, Aurélie, Soledad, Olivier, Guiem, Patty, Ben, Ingrid, Shannon ; ils partent pour Madagascar, la Guadeloupe, la Tunisie… Pour l’heure, tous sont réunis dans le jardin du Défap, autour d’une table où sont disposés café, gâteaux, jus de fruits. La journée est déjà chaude, on a tendance à chercher l’ombre des arbres pour échapper au soleil, et la rumeur de la vie parisienne est étouffée, déjà mise à distance. Nous sommes au matin du 9 juillet, en ce début d’été 2018, et la session de formation des envoyés commence tout juste. Les uns et les autres prennent contact,

font connaissance. On se présente. Les permanents du Défap sont là aussi, circulant parmi les groupes. Des papiers ont été distribués pour favoriser les échanges sous forme de jeux ; ce sont des grilles de questions, que chacun est incité à poser aux personnes qu'il rencontre pour pouvoir compléter la feuille, et le tutoiement vient facilement : pars-tu pour la première fois avec le Défap ? Seul ou en famille ? Pour quel pays ?

Bientôt, Laura Casorio intervient, pour déclarer cette session de formation ouverte. Responsable du suivi des envoyés tout au long de l'année, c'est elle qui coordonne ces deux semaines avec leurs diverses thématiques (problématiques administratives ou de santé, questions interculturelles, relations interreligieuses, visions de la France à l'étranger) et leurs divers ateliers.

Un autre regard sur les relations Nord-Sud

Réunis en demi-cercle à l'arrière du bâtiment du Défap, face à la terrasse, futurs envoyés et permanents se présentent plus formellement, en quelques mots. Avant de passer dans la chapelle et de prendre place autour d'une série de tables disposées en «U», pour la première intervention de la journée : une présentation générale du cadre dans lequel opère le Défap. Histoire des missions et de leur évolution historique en fonction d'un contexte qui a subi de profondes mutations – notamment autour des années 60 ; première approche de la vision du monde que la mission implique aujourd'hui… Avec, déjà, quelques remises en cause de conceptions qui passent trop facilement pour des vérités établies.

Jean-Luc Blanc, le nouveau secrétaire général du Défap, chargé de cette présentation, projette par exemple sur l'écran un planisphère où le pôle sud est en haut, le pôle nord en bas.

Ce n’est pas la seule différence par rapport aux cartes habituelles : les frontières n’y figurent pas. Et à la place des noms de pays sont indiqués des noms de peuples ou d’ethnies… Quelques données chiffrées viennent aussi donner des relations Nord-Sud une image différente, avec des relations qui sont passées au fil du temps de la dépendance à l’indépendance, et des enjeux qui sont en train de se transformer radicalement : ainsi en 2050, un quart de l’humanité vivra en Afrique ; 60% des réserves de terres cultivables se trouvent sur le continent africain, de même qu’un tiers des réserves minières… Le taux de croissance de toute la zone Afrique est de 5% par an sur la dernière décennie, et de nombreux pays y affichent des croissances à deux chiffres… De quoi remettre en cause sérieusement l’image bien établie d’un Nord venant en aide au Sud, avec tout ce qu’elle implique de relations biaisées : comme le dit un proverbe africain cité par Jean-Luc Blanc, «la main qui donne est toujours au-dessus de celle qui reçoit».



… et première présentation de la formation : une introduction au contexte dans lequel évolue le Défap © Défap

La pause de midi donne lieu à un premier repas partagé entre tous les participants de la formation, futurs envoyés et

membres de l’équipe du Défap. L’après-midi, la parole est à Florence Taubmann, responsable du service Animation-France, pour une présentation sur le thème : «Être envoyé en mission». «Vous avez décidé de partir, note-t-elle en introduction ; ce n’est pas le choix de tout le monde. Certains en rêvent et ne le font pas, d’autres ne l’envisagent même pas… Il y a ceux qui partent, et ceux qui restent : comme s’il y avait en nous un appel, que certains entendent et d’autres pas.» Et de souligner que cet appel s’inscrit nécessairement dans une histoire collective, qui lui donne son sens. Après quoi, l’assistance est invitée à réfléchir par groupes sur les motivations qui poussent à partir en mission, sur les conditions de ce départ – qu’emporte-t-on, que laisse-t-on derrière soi ? Quelles différences entre partir seul ou à deux ? Qu’est-ce qui peut amener à se sentir bien ou mal accueilli ?

Puis vient l’heure de la visite, en deux groupes, de la maison Défap et de sa bibliothèque…

Rencontrez les futurs envoyés du Défap lors du culte d’envoi



Prêt pour vivre la mission ?



Partez !

La mission s'écrit au pluriel

A L'OCCASION DU DÉPART DES ENVOYES - ENVOYEES

CULTE D'ENVOI

dans la chapelle au rez-de-chaussée

VENDREDI 20 JUILLET 2018 À 14H30

Pour conclure 2 semaines de formation et permettre la rencontre avant leur départ. L'occasion de les saluer, de les encourager dans leur mission, et de leur donner rdv pour un témoignage au retour dans vos paroisses.

Possibilité de participer à leur dernier repas au Défap :

Réservations jusqu'au 18/07
01 42 34 55 55
accueil@defap.fr
animation@defap.fr

DEFAP: 102 BD ARAGO PARIS 14

MÉTRO 4 OU 6 / RER B DENFERT ROCHEREAU

Les échanges, ça vous change

